

administratives et pécuniaires en faveur des agents de sécurité auprès du corps de sécurité du Service public fédéral Justice ;

2° l'arrêté du Gouvernement flamand du 22 septembre 2017 modifiant le statut du personnel flamand du 13 janvier 2006, en ce qui concerne les conditions de travail de certains membres du personnel de l'« Agenschap voor Maritieme Dienstverlening en Kust » (Agence des Services maritimes et de la Côte).

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 31 décembre 2018.

**Art. 3.** Le ministre qui a les Pensions dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 février 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,  
D. BACQUELAINE

vaststelling van organisatorische, administratieve en geldelijke bepalingen ten gunste van de veiligheidsbeambten bij het veiligheidskorps van de Federale Overheidsdienst Justitie;

2° het besluit van de Vlaamse Regering van 22 september 2017 tot wijziging van het Vlaams personeelsstatuut van 13 januari 2006, wat betreft de arbeidsvoorwaarden van sommige personeelsleden van het Agenschap voor Maritieme Dienstverlening en Kust.

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 31 december 2018.

**Art. 3.** De minister bevoegd voor Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 februari 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,  
D. BACQUELAINE

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE  
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2019/40195]

30 JANVIER 2019. — Arrêté royal exemptant de l'application du Livre II de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces les titulaires de licence de classe C, G1 et G2, comme prévu à l'article 25, point 3, point 8 et point 9, de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que nous soumettons à la signature de Votre Majesté vise à dispenser un certain nombre d'exploitants du secteur des jeux de hasard de l'application des mesures préventives prévues au livre II de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces.

**I. Commentaire général.**

L'article 5, § 2, de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces (ci-après « la loi du 18 septembre 2017 ») donne au Roi la possibilité de dispenser totalement ou partiellement les titulaires d'une licence de jeux de hasard définis à l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, 1/1 à 9, de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs (ci-après « la loi sur les jeux de hasard ») de l'application du livre II de la loi du 18 septembre 2017, et ce, sur la base d'une évaluation des risques effectuée par la Commission des jeux de hasard.

Le livre II de la loi du 18 septembre 2017 contient les obligations des entités assujetties en matière de prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.

Le législateur a prévu la possibilité pour tous les opérateurs de jeux de hasard, à l'exception des casinos, d'être dispensés de l'application de ces obligations. L'interdiction de dispense pour les casinos découle de la Directive 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme (ci-après « la Directive 2015/849 »).

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE  
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2019/40195]

30 JANUARI 2019. — Koninklijk besluit tot vrijstelling van de toepassing van Boek II van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten van de houders van de vergunning C, G1 en G2 zoals bepaald in artikel 25, punt 3, punt 8 en punt 9 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit dat door ons ter ondertekening aan Uwe Majesteit wordt voorgelegd, heeft tot doel een aantal exploitanten uit de kansspelsector vrij te stellen van de toepassing van de preventieve maatregelen voorzien in boek II van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten.

**I. Algemene commentaar.**

In artikel 5, § 2, van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten (hierna "de wet van 18 september 2017") wordt aan de Koning de mogelijkheid gegeven om houders van een kansspelvergunning, zoals bepaald in artikel 25, eerste lid, 1/1 tot en met 9, van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers (hierna "de kansspelwet"), helemaal of gedeeltelijk vrij te stellen van de toepassing van boek II van de wet van 18 september 2017 en dit op basis van een risicobeoordeling opgemaakt door de Kansspelcommissie.

In boek II van de wet van 18 september 2017 zijn de verplichtingen van de onderworpen entiteiten inzake de voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme opgenomen.

De wetgever heeft voorzien dat alle aanbieders van kansspelen, behalve de casino's, kunnen worden vrijgesteld van de toepassing van deze verplichtingen. Het verbod op een vrijstelling voor de casino's vloeit voort uit de Richtlijn 2015/849 van het Europees Parlement en de Raad van 20 mei 2015 inzake de voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld of terrorismefinanciering (hierna "Richtlijn 2015/849" genoemd).

Une dispense n'est possible que s'il peut être établi que l'exploitation des services présente, de par leur nature ou leur ampleur, un faible risque d'être utilisée à des fins de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

En 2017, la Commission des jeux de hasard a procédé à une première évaluation du risque que courent les différents titulaires de licence de se voir utilisés à des fins de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

La méthode utilisée lors de la réalisation de cette analyse des risques s'est basée sur les directives du Groupe d'action financière (GAFI).

Le premier volet contient des informations sur les menaces, les vulnérabilités et les risques qui en découlent vis-à-vis des trois facteurs de risque cités dans la Directive 2015/849. Il s'agit :

- Des facteurs de risque liés au client
- Des facteurs de risque liés aux produits, services et transactions
- Des facteurs de risque géographiques

Le deuxième volet analyse par type de licence prévu dans la loi sur les jeux de hasard les mesures déjà en vigueur actuellement afin de limiter les risques.

Après analyse des risques d'une part et des mesures de limitation des risques existantes d'autre part, par type de licence, la Commission des jeux de hasard est arrivée à la conclusion que le risque résiduel chez les titulaires de licence de classe C (débits de boissons avec bingos) et les titulaires de licence de classes G1 et G2 est faible et acceptable.

Il est recommandé de dispenser ces types de licences de l'application de l'ensemble des dispositions du livre II de la loi du 18 septembre 2017, de manière à ne pas créer de charge administrative inutile tant pour les titulaires de licence mêmes que pour l'autorité de contrôle et la Cellule de traitement des informations financières.

#### Licence de classe C

Conformément à la loi sur les jeux de hasard, la licence de classe C autorise, pour une période de cinq ans, l'exploitation d'un établissement de jeux de hasard de classe III ou débit de boissons où peuvent être exploités deux jeux de hasard automatiques de type bingo.

La loi sur les jeux de hasard prévoit une obligation de transparence pour pouvoir obtenir une licence de classe C. La licence de classe C n'est octroyée qu'à une personne physique ressortissante de l'Union européenne ou à une personne morale qui possède cette qualité selon le droit d'un État membre de l'Union européenne. L'identité des gérants ou administrateurs doit être connue. Ceux-ci doivent être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction. Le demandeur ne peut en outre avoir de dettes fiscales non contestées.

En 2017, quelque 9000 licences de classe C ont été octroyées. La répartition de ces licences sur le territoire est proportionnelle à la densité de population. Un établissement de jeux de hasard de classe III est essentiellement fréquenté par des joueurs des alentours.

La loi sur les jeux de hasard n'impose aux titulaires de licence de classe C aucune obligation d'identification du joueur. L'âge du joueur est toutefois contrôlé avant que le jeu puisse être mis en marche, ce afin d'éviter que des mineurs jouent sur l'appareil.

Des règles strictes sont d'application en ce qui concerne les jeux de hasard proposés. Seuls les jeux de hasard approuvés par la cellule Évaluation de la Commission des jeux de hasard peuvent être exploités. Ces jeux de hasard doivent répondre à de nombreuses conditions.

Il y a tout d'abord des conditions concernant le jeu même. Un joueur joue toujours tout seul. La mise maximale par jeu est de 6,25 euros, après quoi une seule balle supplémentaire peut être obtenue pour 6,25 euros également. Le gain maximum par jeu est de 500 euros. Le pourcentage restitué aux joueurs sous forme de gain s'élève à un minimum de 84 % de l'enjeu. Ce gain est utilisé par le joueur pour continuer à jouer. Le 'faux drop' n'est pas considéré comme une 'mise réelle' car il ne se rapporte pas à l'utilisation des ressources propres du joueur. Le législateur a prévu une obligation d'identification du joueur à partir d'une mise de 2000 euros par jour. Compte tenu des limitations en ce qui concerne la mise maximale et le gain maximal, le faux drop et la durée de chaque jeu (entre 20 et 45 secondes), le risque qu'un joueur mise ou gagne 2000 euros par jour est quasi inexistant. L'imposition d'une obligation d'identification aux titulaires de licence de classe C est dès lors peu utile.

En 2017, la Commission des jeux de hasard a procédé à une première évaluation du risque que courent les différents titulaires de licence de se voir utilisés à des fins de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

En 2017, la Commission des jeux de hasard a procédé à une première évaluation du risque que courent les différents titulaires de licence de se voir utilisés à des fins de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

La méthode utilisée lors de la réalisation de cette analyse des risques s'est basée sur les directives du Groupe d'action financière (GAFI).

Le premier volet contient des informations sur les menaces, les vulnérabilités et les risques qui en découlent vis-à-vis des trois facteurs de risque cités dans la Directive 2015/849. Il s'agit :

- Cliëntgebonden risicofactoren
- Risicofactoren verbonden aan de producten, diensten en transacties
- Geografische risicofactoren.

Le deuxième volet analyse par type de licence prévu dans la loi sur les jeux de hasard les mesures déjà en vigueur actuellement afin de limiter les risques.

Après analyse des risques d'une part et des mesures de limitation des risques existantes d'autre part, par type de licence, la Commission des jeux de hasard est arrivée à la conclusion que le risque résiduel chez les titulaires de licence de classe C (drankgelegenheden met bingotoestellen) et de vergunninghouders G1 et G2 (mediaspelen) gering en aanvaardbaar is.

Il est recommandé de dispenser ces types de licences de l'application de l'ensemble des dispositions du livre II de la loi du 18 septembre 2017, de manière à ne pas créer de charge administrative inutile tant pour les titulaires de licence mêmes que pour l'autorité de contrôle et la Cellule de traitement des informations financières.

#### Vergunning C

Conformément à la loi sur les jeux de hasard, la licence de classe C autorise, pour une période de cinq ans, l'exploitation d'un établissement de jeux de hasard de classe III ou débit de boissons où peuvent être exploités deux jeux de hasard automatiques de type bingo.

La loi sur les jeux de hasard prévoit une obligation de transparence pour pouvoir obtenir une licence de classe C. La licence de classe C n'est octroyée qu'à une personne physique ressortissante de l'Union européenne ou à une personne morale qui possède cette qualité selon le droit d'un État membre de l'Union européenne. L'identité des gérants ou administrateurs doit être connue. Ceux-ci doivent être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction. Le demandeur ne peut en outre avoir de dettes fiscales non contestées.

En 2017, quelque 9000 licences de classe C ont été octroyées. La répartition de ces licences sur le territoire est proportionnelle à la densité de population. Un établissement de jeux de hasard de classe III est essentiellement fréquenté par des joueurs des alentours.

La loi sur les jeux de hasard n'impose aux titulaires de licence de classe C aucune obligation d'identification du joueur. L'âge du joueur est toutefois contrôlé avant que le jeu puisse être mis en marche, ce afin d'éviter que des mineurs jouent sur l'appareil.

Des règles strictes sont d'application en ce qui concerne les jeux de hasard proposés. Seuls les jeux de hasard approuvés par la cellule Évaluation de la Commission des jeux de hasard peuvent être exploités. Ces jeux de hasard doivent répondre à de nombreuses conditions.

Il y a tout d'abord des conditions concernant le jeu même. Un joueur joue toujours tout seul. La mise maximale par jeu est de 6,25 euros, après quoi une seule balle supplémentaire peut être obtenue pour 6,25 euros également. Le gain maximum par jeu est de 500 euros. Le pourcentage restitué aux joueurs sous forme de gain s'élève à un minimum de 84 % de l'enjeu. Ce gain est utilisé par le joueur pour continuer à jouer. Le 'faux drop' n'est pas considéré comme une 'mise réelle' car il ne se rapporte pas à l'utilisation des ressources propres du joueur. Le législateur a prévu une obligation d'identification du joueur à partir d'une mise de 2000 euros par jour. Compte tenu des limitations en ce qui concerne la mise maximale et le gain maximal, le faux drop et la durée de chaque jeu (entre 20 et 45 secondes), le risque qu'un joueur mise ou gagne 2000 euros par jour est quasi inexistant. L'imposition d'une obligation d'identification aux titulaires de licence de classe C est dès lors peu utile.

Des conditions sont en outre imposées quant au montage et à l'équipement de l'appareil, ce afin de lutter contre le trucage du jeu. L'inclinaison de la table de jeu doit répondre à des mesures fixes, aucune forme de contrôle à distance n'est autorisée, un appareil doit redémarrer sans perte de données après une interruption de courant, l'ouverture de la porte et de la glace est détectée et le fonctionnement de l'appareil est entravé si la glace n'est pas placée correctement.

En raison de cette réglementation stricte, utiliser les jeux de hasard dans un établissement de jeux de hasard de classe III pour blanchir de l'argent n'est pas intéressant.

#### Licence de classe G1

La licence de classe G1 autorise l'exploitation d'un programme télévisé complet au moyen de séries de numéros du plan belge de numérotation, l'appelant se voyant facturer non seulement le prix de la communication mais également le prix du contenu, mais uniquement pour les séries pour lesquelles le tarif de l'utilisateur final ne dépend pas de la durée de l'appel. Cela concerne dans le langage populaire les 'jeux téléphoniques'.

La loi sur les jeux de hasard prévoit une obligation de transparence pour pouvoir obtenir une licence de classe G1. Une licence de classe G1 n'est octroyée qu'à une personne physique ressortissante de l'Union européenne ou à une personne morale qui possède cette qualité selon droit d'un État membre de l'Union européenne. L'identité des gérants ou administrateurs doit être connue. Ceux-ci doivent être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction. Le demandeur ne peut en outre avoir de dettes fiscales non contestées.

Actuellement, 1 licence de classe G1 est active sur une chaîne de télévision francophone.

La loi sur les jeux de hasard n'impose aucune obligation d'identification. Étant donné que la participation se fait toujours via un appel téléphonique ou un sms, le numéro d'appel, et par conséquent l'identité de celui à qui appartient ce numéro d'appel, sont connus.

Il existe dans le plan belge de numérotation un préfixe spécifique réservé à ces jeux, qui permet de retrouver par opérateur téléphonique quel numéro d'appel a participé au jeu à tel ou tel moment.

Le coût d'un appel s'élève à 0,50 euro minimum et 2 euros maximum. Cette mise est imputée sur la facture téléphonique ou la carte téléphonique prépayée. Les joueurs qui ont dépensé plus de 50 euros par jour à ce préfixe sont avertis.

Le jeu même doit satisfaire à de nombreuses exigences de forme et de fond, ce afin d'en garantir l'honnêteté.

L'organisation, le mode de sélection des joueurs et la méthodologie du jeu doivent avoir été approuvés au préalable. Les énoncés de jeu, les réponses et les sources où les réponses peuvent être trouvées doivent être communiqués à l'avance, la Commission des jeux de hasard devant donner son accord avant que le jeu ne puisse être présenté au spectateur. Un affichage continu de l'énoncé du jeu sur l'écran est obligatoire. Toutes les réponses sont rendues publiques à la fin, ce afin d'éviter tout abus lors d'un prochain jeu. Les images des émissions ainsi que les données concernant les appels passés doivent être conservées pendant 8 semaines au moins. Grâce à une moyenne de transfert des appels minimale, le joueur a une vraie chance d'être mis en communication et ainsi de formuler une réponse.

Un gain minimum et un gain maximum sont fixés par durée de jeu.

Le gain minimum dépend du coût moyen d'un appel et du nombre moyen d'appels par durée de jeu calculés sur le mois précédent.

Le gain maximum par durée de jeu est de 5000 euros. Ce gain maximum est réparti pendant la durée de jeu sur plusieurs énoncés. Le gain peut être payé en espèces ou via un avantage matériel confronté au prix du marché. Il ne peut être prévu un gain plus élevé que quatre fois par an. Un gain pécuniaire est versé sur le compte bancaire du joueur, un gain matériel est livré à domicile.

Vu les mises réduites, facturées via l'opérateur téléphonique, la limitation des gains et le mode de paiement de ceux-ci, le jeu ne se prête pas à un usage destiné à blanchir de l'argent.

Daarnaast zijn eveneens voorwaarden opgelegd inzake de opstelling en uitrusting van het toestel, en dit om vervalsing van het spel tegen te gaan. De schuinstelling van de speltafel moet aan vaste metingen voldoen, geen enkele vorm van afstandsbediening is toegelaten, een toestel moet zonder verlies van gegevens heropstarten na een stroomonderbreking, openingen van de deur en het dekglas worden gedetecteerd en de werking van het toestel wordt verhinderd indien het dekglas niet correct is geplaatst.

Deze strikte regulering maakt dat de kansspelen in een kansspelrichting klasse III niet interessant zijn om te worden gebruikt als middel om geld wit te wassen.

#### Vergunning G1

De vergunning G1 staat de exploitatie van een totaal televisieprogramma toe via nummerreeksen van het Belgisch nummerplan, waarbij aan de oproeper niet alleen de prijs voor de communicatie, maar ook een betaling voor de inhoud wordt aangerekend, maar enkel voor de reeksen waarvoor het eindgebruikerstarief geen functie van de tijdsduur van de oproep is. Het betreft de in de volksmond geheten 'belspeltjes'.

De kansspelwet voorziet in een transparantieplichting om een vergunning G1 te kunnen verkrijgen. Een vergunning G1 wordt enkel verleend aan een natuurlijk persoon die onderdaan is van de Europese Unie of een rechtspersoon die deze hoedanigheid bezit naar het recht van een lidstaat van de Europese Unie. De identiteit van de zaakvoerders of bestuurders moet gekend zijn. Deze dienen zich te gedragen op een wijze die beantwoordt aan de vereisten van de functie. Daarnaast mag de aanvrager geen onbetwiste belastingsschulden hebben.

Er is op vandaag 1 vergunning G1 actief op een Franstalige televisiezender.

Vanuit de kansspelwet is er geen opgelegde identificatieplicht. Aangezien deelname steeds door middel van een telefonische oproep of een sms gebeurt, is het oproepnummer, en bijgevolg de identiteit van de houder van dit oproepnummer gekend.

Er is in het Belgische nummerplan een specifieke prefix gereserveerd voor het aanbieden van deze spelen, waardoor per telefoonoperator kan worden achterhaald welk oproepnummer op welk tijdstip aan het spel heeft deelgenomen.

De kost van één oproep bedraagt minimaal 0,50 euro en maximaal 2 euro. Deze inzet wordt via de telefoonfactuur of de pre-paid telefoonkaart verrekend. Spelers die meer dan 50 euro per etmaal aan deze prefix hebben gespenseerd, worden verwittigd.

Het spel zelf dient vormelijk en inhoudelijk aan heel wat vereisten te beantwoorden, en dit om de eerlijkheid van het spel te garanderen.

De organisatie, de wijze van selecteren van spelers en de methodiek van het spel dienen vooraf te zijn goedgekeurd. De spelopgaves, de antwoorden en de bronnen waar de antwoorden kunnen worden gevonden, moeten op voorhand worden meegedeeld, waarbij de Kansspelcommissie haar akkoord dient te verlenen voordat het spel aan de kijker kan worden getoond. Een continue weergave op het scherm van de spelopgave is verplicht. Alle antwoorden worden op het einde bekendgemaakt, en dit om misbruik tijdens een volgend spel te vermijden. De beelden van de uitzendingen en de gegevens met betrekking tot de gedane oproepen moeten minimaal acht weken worden bewaard. Door middel van een minimaal doorschakelgemiddelde, krijgt de speler een reële kans om te worden doorverbonden en zo een antwoord te formuleren.

Er is een minimale en maximale winst per speluur bepaald.

De minimale winst is afhankelijk van de gemiddelde kostprijs van een oproep en het gemiddeld aantal oproepen per speluur berekend op de voorbije maand.

De maximale winst per speluur bedraagt 5.000 euro. Deze maximale winst wordt tijdens de speluur verdeeld over meerdere opgaves. De winst kan in geld of via een materieel voordeel getoetst aan de marktwaarde worden uitbetaald. Slechts vier maal per jaar kan een hogere winst worden voorzien. Een geldelijke winst wordt op de bankrekening van de speler gestort, een materiële winst wordt aan huis geleverd.

Gelet op de geringe inzetten, aangerekend via de telefoonoperator, de winstbeperking en de wijze van uitbetaling van winsten, leent het spel zich niet om te worden gebruikt voor het witwassen van geld.

## Licence de classe G2

La licence de classe G2 autorise, pour une période d'un an, l'exploitation de jeux de hasard via un média autre que celui pour lequel une licence de classe G1 est requise. Il s'agit en l'espèce de questions d'un concours, de puzzles, d'énigmes... proposés via un journal, un périodique, la radio ou en tant que partie d'un programme télévisé et pour lesquels le public peut gagner un prix de faible valeur. Le caractère aléatoire de ces jeux découle généralement de la réponse à une question de sélection.

Aucun arrêté d'exécution n'a été promulgué qui détermine de quelle manière une telle licence doit être demandée ou de quelle manière ces jeux doivent être exploités. De ce fait, aucune licence n'a été délivrée et aucun contrôle n'est exercé sur ces jeux.

La participation à ces jeux se fait par sms, ce qui permet de retrouver l'identité du joueur, certes sans certitude absolue, via l'opérateur téléphonique. Le coût d'un appel s'élève à 0,50 euro minimum et 2 euros maximum. Cette mise est imputée sur la facture téléphonique ou la carte téléphonique prépayée.

Les chances de gagner sont faibles puisque seul un prix est offert au grand public. Le prix remporté, quasiment toujours un prix matériel, est livré à domicile.

La dynamique de ces jeux ne se prête par conséquent pas à un usage destiné à blanchir de l'argent.

Le risque faible et acceptable établi justifie que les licences C, G1 et G2 soient dispensées de l'application du livre II de la loi du 18 septembre 2017.

**II. Commentaire des articles****Article 1<sup>er</sup>.**

Cet article vise à dispenser les titulaires de licence de classe C de l'application du livre II de la loi du 18 septembre 2017.

**Article 2.**

Cet article vise à dispenser les titulaires de licence de classe G1 de l'application du livre II de la loi du 18 septembre 2017.

**Article 3.**

Cet article vise à dispenser les titulaires de licence de classe G2 de l'application du livre II de la loi du 18 septembre 2017.

**Article 4.**

Cet article règle la date d'entrée en vigueur de l'arrêté.

**Article 5.**

Cet article contient la disposition d'exécution.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

Le Vice-Premier ministre et ministre des Finances, chargé de la Lutte contre la fraude fiscale et ministre de la Coopération au développement,

A. DE CROO

Le Ministre de la Justice, chargé de la Régie des Bâtiments,  
K. GEENS

AVIS 64.833/2 DU 20 DÉCEMBRE 2018 DU CONSEIL D'ÉTAT, SECTION DE LEGISLATION, SUR UN PROJET D'ARRÊTE ROYAL 'EXEMPTANT DE L'APPLICATION DU LIVRE II DE LA LOI DU 18 SEPTEMBRE 2017 RELATIVE À LA PRÉVENTION DU BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET DU FINANCEMENT DU TERRORISME ET À LA LIMITATION DE L'UTILISATION DES ESPÈCES LES TITULAIRES DE LICENCE DE CLASSE C, G1 ET G2, COMME PRÉVU À L'ARTICLE 25, POINT 3, POINT 8 ET POINT 9, DE LA LOI DU 7 MAI 1999 SUR LES JEUX DE HASARD, LES PARIS, LES ÉTABLISSEMENTS DE JEUX DE HASARD ET LA PROTECTION DES JOUEURS'

Le 26 novembre 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'exemptant de l'application du Livre II de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces les titulaires de

## Vergunning G2

De vergunning G2 staat, voor de periode van één jaar, de exploitatie toe van kansspelen via de media, andere dan deze waarvoor een vergunning G1 is vereist. In casu gaat het hier om wedstrijdsvragen, puzzels, raadsels,... die via een krant, een tijdschrift, de radio of als onderdeel van een tv-programma worden aangeboden, waarbij het publiek een prijs van geringe waarde kan winnen. Het toevalskarakter van deze spelen vloeit meestal voort uit het beantwoorden van een schiftingsvraag.

Er zijn geen uitvoeringsbesluiten uitgevaardigd die bepalen op welke wijze dergelijke vergunning moet worden aangevraagd of op welke wijze deze spelen moeten worden uitgebaat. Dit maakt dat geen enkele vergunning is uitgereikt en geen controle op deze spelen wordt uitgeoefend.

Deelname aan deze spelen gebeurt via sms, waardoor de identiteit van de speler, weliswaar niet met volledige zekerheid, via de telefoon-operator kan worden achterhaald. De kost van één oproep bedraagt minimaal 0,50 euro en maximaal 2 euro. Deze inzet wordt via de telefoonfactuur of de pre-paid telefoonkaart verrekend.

De kans op winst is klein, aangezien slechts één prijs aangeboden wordt aan een groot publiek. De gewonnen prijs, die quasi altijd een materiële prijs betreft, wordt aan huis geleverd.

De dynamiek van deze spelen leent zich bijgevolg niet tot het gebruik ervan om geld wit te wassen.

Op basis van het aangetoond gering en aanvaardbaar risico, is het vrijstellen van de vergunningen C, G1 en G2 van de toepassing van boek II van de wet van 18 september 2018 gerechtvaardigd.

**II. Artikelsgewijze commentaar.****Artikel 1.**

Dit artikel beoogt de vergunninghouders C van de toepassing van boek II van de wet van 18 september 2018 vrij te stellen.

**Artikel 2.**

Dit artikel beoogt de vergunninghouders G1 van de toepassing van boek II van de wet van 18 september 2018 vrij te stellen.

**Artikel 3.**

Dit artikel beoogt de vergunninghouders G2 van de toepassing van boek II van de wet van 18 september 2018 vrij te stellen.

**Artikel 4.**

Dit artikel regelt de datum van inwerkingtreding van het besluit.

**Artikel 5.**

Dit artikel bevat de uitvoeringsbepaling.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,

De Vice-eersteminister en minister van Financiën, belast met Bestrijding van de fiscale fraude en minister van Ontwikkelingssamenwerking,

A. DE CROO

De Minister van Justitie, belast met de Regie der Gebouwen,  
K. GEENS

ADVIES 64.833/2 VAN 20 DECEMBER 2018 VAN DE RAAD VAN STATE, AFDELING WETGEVING, OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT 'TOT VRIJSTELLING VAN DE TOEPASSING VAN BOEK II VAN DE WET VAN 18 SEPTEMBER 2017 TOT VOORKOMING VAN HET WITWASSEN VAN GELD EN DE FINANCIERING VAN TERRORISME EN TOT BEPERKING VAN HET GEBRUIK VAN CONTANTEN VAN DE HOUDERS VAN DE VERGUNNING C, G1 EN G2 ZOALS BEPAALD IN ARTIKEL 25, PUNT 3, PUNT 8 EN PUNT 9 VAN DE WET VAN 7 MEI 1999 OP DE KANSSPELEN, DE WEDDENSCHAPPEN, DE KANSSPELINRICHTINGEN EN DE BESCHERMING VAN DE SPELERS'

Op 26 november 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vrijstelling van de toepassing van Boek II van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten van de

licence de classe C, G1 et G2, comme prévu à l'article 25, 3, 8 et 9, de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 20 décembre 2018. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 20 décembre 2018.

\*

Au moment où le présent avis est donné, le Premier ministre a présenté la démission du Gouvernement au Roi, qui réserve pour l'heure sa décision relative à l'acceptation de cette démission. En conséquence, le présent avis est donné sans qu'il soit examiné si, dans ces circonstances (1), le Gouvernement est à même d'exercer ses compétences. La section de législation n'a en effet pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération en l'espèce.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet n'appelle aucune observation.

Le greffier,  
Béatrice DRAPIER

Le président  
Pierre VANDERNOOT

\_\_\_\_\_  
Note

(1) Voir l'article 141, alinéa 1<sup>er</sup>, du règlement de la Chambre des représentants.

**30 JANVIER 2019. — Arrêté royal exemptant de l'application du Livre II de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces des titulaires de licence de classe C, G1 et G2, comme prévu à l'article 25, point 3, point 8 et point 9, de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs**

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces, l'article 5, § 2 ;

Vu l'évaluation des risques, effectuée par la Commission des jeux de hasard, le 18 juillet 2017 ;

Vu l'avis de la Commission des jeux de hasard, donné le 4 juillet 2018 ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation du 17 septembre 2018, réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, compétent pour le Service public fédéral Finances, donné le 26 septembre 2018 ;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, compétent pour le Service public fédéral Justice, donné le 27 septembre 2018 ;

Vu l'accord du ministre du Budget, donné le 22 octobre 2018 ;

Vu l'avis 64.833/2 du Conseil d'État, donné le 20 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

houders van de vergunning C, G1 en G2 zoals bepaald in artikel 25, 3, 8 en 9 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 20 december 2018. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Patrick RONVAUX, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 20 december 2018.

\*

Op het ogenblik dat dit advies wordt gegeven, heeft de Eerste Minister het ontslag van de regering aangeboden aan de Koning, die zijn beslissing over het aanvaarden van dat ontslag in beraad houdt. Bijgevolg wordt dit advies gegeven zonder dat wordt nagegaan of de regering in die omstandigheden (1) haar bevoegdheden kan uitoefenen. De afdeling Wetgeving heeft immers geen kennis van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in het onderhavige geval in aanmerking kan nemen.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft behoeft over het ontwerp geen enkele opmerking te worden gemaakt.

De griffier,  
Béatrice DRAPIER

De voorzitter,  
Pierre VANDERNOOT

\_\_\_\_\_  
Nota

(1) Zie artikel 141, eerste lid, van het reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers

**30 JANUARI 2019. — Koninklijk besluit tot vrijstelling van de toepassing van Boek II van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten van de houders van de vergunning C, G1 en G2 zoals bepaald in artikel 25, punt 3, punt 8 en punt 9 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers**

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten, artikel 5, § 2 ;

Gelet op de risicobeoordeling, opgemaakt door de Kansspelcommissie, van 18 juli 2017 ;

Gelet op het advies van de Kansspelcommissie, gegeven op 4 juli 2018 ;

Gelet op de regelgevingsimpactanalyse van 17 september 2018, uitgevoerd overeenkomstig artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging ;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, bevoegd voor de Federale Overheidsdienst Financiën, gegeven op 26 september 2018 ;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, bevoegd voor de Federale Overheidsdienst Justitie, gegeven op 27 september 2018 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 22 oktober 2018 ;

Gelet op advies 64.833/2 van de Raad van State, gegeven op 20 december 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Justice et du Ministre des Finances et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les titulaires d'une licence de classe C, qui, pour des périodes de cinq ans renouvelables, aux conditions qu'elle détermine, permet l'exploitation d'un établissement de jeux de hasard de classe III ou un débit de boissons, comme prévu à l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, 3., de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, sont dispensés de l'application de toutes les dispositions du livre II de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces.

**Art. 2.** Les titulaires d'une licence de classe G1, qui, pour des périodes de cinq ans renouvelables, aux conditions qu'elle détermine, permet l'exploitation de jeux de hasard dans des programmes télévisés au moyen de séries de numéros du plan belge de numérotation et qui forment un programme complet de jeu, comme prévu à l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, 8., de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, sont dispensés de l'application de toutes les dispositions du livre II de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces.

**Art. 3.** Les titulaires d'une licence de classe G2, qui, pour une période d'un an, aux conditions qu'elle détermine, permet l'exploitation des jeux de hasard via un média autre que ceux présentés dans des programmes télévisés au moyen de séries de numéros du plan belge de numérotation et qui forment un programme complet de jeu, comme prévu à l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, 9., de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, sont dispensés de l'application de toutes les dispositions du livre II de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 5.** Le ministre qui a la Justice dans ses attributions et le ministre qui a les Finances dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 janvier 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier ministre et ministre des Finances, chargé de la Lutte contre la fraude fiscale et ministre de la Coopération au développement,

A. DE CROO

Le Ministre de la Justice, chargé de la Régie des Bâtiments,  
K. GEENS

Op de voordracht van de Minister van Justitie en van de Minister van Financiën, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De houders van een vergunning C, die, voor hernieuwbare periodes van vijf jaar, onder de door haar bepaalde voorwaarden, de exploitatie van een kansspelinrichting klasse III of drankgelegenheid toelaat zoals bepaald in artikel 25, eerste lid, 3, van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, worden van de toepassing van alle bepalingen van boek II van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten, vrijgesteld.

**Art. 2.** De houders van een vergunning G1, die, voor hernieuwbare periodes van vijf jaar, onder de door haar bepaalde voorwaarden, de exploitatie van kansspelen in televisieprogramma's via nummerreeksen van het Belgische nummerplan en die een totaalprogramma inhouden, toelaat zoals bepaald in artikel 25, eerste lid, 8, van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, worden van de toepassing van alle bepalingen van boek II van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten, vrijgesteld.

**Art. 3.** De houders van een vergunning G2, die, voor een periode van één jaar, onder de door haar bepaalde voorwaarden, de exploitatie van kansspelen via de media, andere dan die welke worden opgenomen in televisieprogramma's via nummerreeksen van het Belgisch nummerplan die een totaalprogramma inhouden, toelaat, zoals bepaald in artikel 25, eerste lid, 9, van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, worden van de toepassing van alle bepalingen van boek II van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten, vrijgesteld.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 5.** De minister bevoegd voor Justitie en de minister bevoegd voor Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 januari 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-eersteminister en minister van Financiën, belast met Bestrijding van de fiscale fraude en minister van Ontwikkelingssamenwerking,

A. DE CROO

De Minister van Justitie, belast met de Regie der Gebouwen,  
K. GEENS

#### AGENCE FEDERALE DES MEDICAMENTS ET DES PRODUITS DE SANTE

[C - 2019/10674]

3 FEVRIER 2019. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 décembre 2006 relatif aux médicaments à usage humain et vétérinaire et modifiant l'arrêté royal du 21 janvier 2009 portant instructions pour les pharmaciens

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que j'ai l'honneur de soumettre à Votre Majesté vise à donner exécution aux dispositions du règlement délégué de la Commission du 2 octobre 2015, n° 2016/161 complétant la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil en fixant les modalités des dispositifs de sécurité figurant sur l'emballage des médicaments à usage humain (ci-après « le règlement délégué »), dans la mesure où celui-ci laisse la possibilité aux États membres de prendre d'autres mesures d'exécution.

#### FEDERAAL AGENTSCHAP VOOR GENEESMIDDELEN EN GEZONDHEIDSPRODUCTEN

[C - 2019/10674]

3 FEBRUARI 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 december 2006 betreffende geneesmiddelen voor menselijk en diergeneeskundig gebruik en tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 januari 2009 houdende onderrichtingen voor de apothekers

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit dat ik de eer heb aan Uwe Majesteit voor te leggen, beoogt uitvoering te geven aan de bepalingen van de Gedelegeerde Verordening van de Commissie van 2 oktober 2015, nr. 2016/161 tot aanvulling van Richtlijn 2001/83/EG van het Europees Parlement en de Raad door de vaststelling van gedetailleerde regels voor de veiligheidskenmerken op de verpakking van geneesmiddelen voor menselijk gebruik (verder "de Gedelegeerde Verordening"), in de mate waarin deze aan de lidstaten de mogelijkheid laat om verdere uitvoeringsmaatregelen te nemen.